

LES RISQUES MONDIAUX

La paix, la démocratie et les droits sont de plus en plus menacés dans le contexte d'une économie mondiale défailante. Les conditions dans de nombreux pays se sont détériorées depuis le Congrès de la CSI à Berlin, et l'impact du chômage, de la pauvreté et de l'insécurité économique en tant que facteurs de conflit est de plus en plus visible. Les niveaux historiques du chômage, les inégalités et la pauvreté offrent un terrain fertile au recrutement de groupes sans foi ni loi et aux causes intégristes. Les atteintes à la liberté syndicale et au dialogue social, le rétrécissement de l'espace démocratique dans de nombreux pays, les effets dévastateurs du virus Ebola et la pire crise des réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale contribuent grandement à l'aggravation des risques mondiaux. Les sentiments nationalistes et sectaires s'étendent, l'extrémisme et l'intolérance passant au premier plan de nombreux contextes politiques nationaux.

Les conflits armés d'une intensité variable ont lieu dans quelque 40 pays et le nombre de groupes armés ne cesse de croître. Les conflits se sont intensifiés dans la région MENA, avec la montée de groupes djihadistes tels que l'État islamique, l'insurrection et l'instabilité en Afrique du Nord et l'état de tension permanente entre Israël et la Palestine dans la mesure où le gouvernement israélien fait obstacle à tout progrès sur la voie de la paix et d'un règlement équitable. La situation à la frontière entre la Russie et l'Ukraine risque de provoquer une nouvelle guerre froide, alors qu'il existe peu ou pas de signes portant à croire que les négociations résoudront la crise dans un proche avenir. En Asie-Pacifique, les tensions géopolitiques sont en hausse et les insurrections se poursuivent dans plusieurs pays. Les conflits internes et/ou l'insurrection djihadiste sont prédominants dans plusieurs pays africains et le crime organisé et violent, dans certains cas complice du gouvernement, coûte des milliers de vies dans certains pays en Amérique latine. Dans pratiquement tous ces cas, les femmes et les enfants sont touchés de façon disproportionnée, notamment à travers l'esclavage et la traite des êtres humains.

Dans certains cas où la paix a été négociée et la démocratie a progressé, elles sont désormais en danger. Les menaces et les agressions physiques contre l'UGTT en Tunisie visent à amoindrir son rôle central et historique dans l'engagement du pays sur une nouvelle voie, alors que l'accord de paix en Irlande du Nord risque de se retrancher dans le sectarisme alimenté par les coupes drastiques dans les dépenses publiques essentielles.

De nouveaux facteurs de guerre apparaissent également, notamment l'immense richesse de l'Arabie saoudite et du Qatar destinée en particulier à livrer des guerres menées par allié interposé en Syrie et en Irak et à soutenir l'insurrection dans d'autres pays. On dénombre aujourd'hui quelque 40 groupes armés en Irak et 60 en Syrie d'intensité variable et dont l'appartenance évolue. Des millions de personnes ont été déplacées dans la région, et la CSI, l'ITF et la CES feront rapport sur une mission conjointe en Turquie, l'une des dernières frontières pour des centaines de milliers de réfugiés fuyant les conflits.

La capacité de maintien de la paix des Nations unies est dépassée et la timidité de l'ONU, conjuguée au désengagement de nombreux pays de son rôle de protection de la paix et de la sécurité, laisse des millions de personnes sans protection vitale ou espoir que la paix puisse régner.

Un facteur essentiel dans la multiplication des conflits armés est la réduction continue du rôle des gouvernements, dans la mesure où les entreprises privées et le secteur financier exercent un contrôle croissant sur la prise de décisions au détriment de la démocratie. Ils sont parvenus à freiner la réforme du système financier mondial, à

trouver des gouvernements conciliants pour fournir des refuges fiscaux et à imposer un modèle de commerce international qui garantit que, lorsque les intérêts des entreprises se heurtent à l'intérêt public, les entreprises sont gagnantes. Le Sondage d'opinion mondial de la CSI révèle que 78 pour cent de la population considère aujourd'hui que son économie nationale ne favorise que les personnes riches, alors que 84 pour cent estime que les citoyens n'ont pas un degré d'influence suffisant sur la prise de décisions économiques. Le modèle dominant du commerce international développe des chaînes d'approvisionnement qui appauvrissent les travailleurs/euses en promouvant un transfert continu des salaires vers les bénéficiaires et porte atteinte à la prise de décisions démocratiques en soumettant les gouvernements à des procédures privées irresponsables relatives au règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE). Cette situation est en totale contradiction avec le modèle de commerce souhaitable qui accroît l'interdépendance, partage les richesses et réduit les risques de conflit.

Les gouvernements, qui sont de plus en plus à la merci des intérêts des entreprises, manquent trop souvent de courage pour agir afin d'atténuer et de prévenir les risques mondiaux. Le rôle véritable du gouvernement, qui consiste à régler et à fournir des services dans l'intérêt des citoyens et à trouver des solutions aux défis nationaux et mondiaux, doit être rétabli.

Toutefois, la demande de liberté d'expression et de droits démocratiques, lorsqu'ils sont inexistantes ou menacés, demeure intense. La population de Hong Kong, soutenue par la HKCTU, manifeste sa détermination à défendre la démocratie et d'autres exemples de mobilisation populaire en faveur des droits, où les syndicats sont souvent au premier plan, foisonnent dans toutes les parties du monde.

L'histoire récente montre que les gouvernements peuvent travailler ensemble pour aborder des questions d'intérêt mondial. Après six années de négociations complexes sur une série de questions controversées, le Traité sur le commerce des armes de l'ONU entrera en vigueur une semaine après cette réunion du Conseil général. Signé par 122 pays et déjà ratifié par 54 pays, ce traité, sans être parfait, vise enfin à garantir une plus grande transparence et une certaine réglementation du commerce international d'armes. Les gouvernements peuvent encore relever le défi, mais ne le font généralement que lorsque la pression exercée par l'opinion publique ne leur laisse pas d'autre choix.

Les risques connus depuis longtemps en matière de sécurité mondiale et les nouveaux dangers émergents mettront à l'épreuve le rôle affaibli des gouvernements et des institutions internationales.

La menace d'une nouvelle prolifération nucléaire et le scénario catastrophe où la Corée du Nord déclencherait une guerre nucléaire suscitent une crainte constante dans la population dans la région et dans le reste du monde. Maintenir l'arsenal nucléaire mortel dans le monde coûte environ 100 milliards USD par an, un montant qui pourrait être réorienté en faveur des besoins humains essentiels, tout comme une bonne partie du 1,7 billion USD destiné aux dépenses militaires chaque année à l'échelle mondiale. L'industrie de l'armement continue d'enregistrer d'énormes bénéfices, où plus de 100 entreprises enregistrent des ventes militaires de plus de 700 millions USD par an, sans compter la Chine, et la majorité d'entre elles vendent des armements s'élevant à des dizaines de milliards de dollars chaque année.

Les effets dévastateurs imminents du changement climatique, que rien ne vient atténuer, représente un danger bien réel et présent, dans la mesure où les catastrophes climatiques continuent de se multiplier et la compétition pour les terres, l'eau potable et d'autres ressources vitales s'intensifie avec l'élévation du niveau des mers.

L'escalade des « cyberconflits » constitue une autre question qui comporte des risques émergents importants. Les gouvernements et leurs représentants ont déjà déployé des cybertechnologies contre d'autres gouvernements dans le cadre de plusieurs conflits actuels et, dans de nombreux cas, contre des mouvements populaires en faveur de la démocratie et des droits. Outre ces cas, on peut voir émerger le spectre d'une véritable cyberguerre, qui est désormais intégrée dans la planification militaire dans nombre de pays. Cela implique des perturbations et la paralysie de l'infrastructure critique pouvant causer des dommages incalculables aux populations civiles. De nombreux

observateurs considèrent que la question n'est pas de savoir si une telle technologie destructrice sera déclenchée mais plutôt quand.

Les risques mondiaux se multiplient, tandis que le système international n'a pas de réponse à l'heure actuelle. De nombreux pays n'ont pas non plus la résistance nécessaire pour lutter contre ces risques lorsqu'ils se concrétisent. L'épidémie du virus Ebola constitue un exemple frappant des effets de décennies d'échec des politiques de développement et de la gouvernance. En dépit des mises en garde urgentes lancées par MSF et d'autres organisations, la lenteur de réaction de la communauté internationale a coûté des milliers de vie avant que l'épidémie n'ait pu être maîtrisée.

Dans ce contexte, le rôle unificateur du mouvement syndical, sa légitimité démocratique et son engagement en faveur de la démocratie et de la paix sont plus que jamais indispensables. Faire campagne en faveur des droits syndicaux et contre les atteintes au dialogue social est un acte de démocratie et de paix en soi. La défense du plein emploi et du travail décent constitue un élément essentiel pour garantir la justice sociale et la stabilité ainsi que pour éliminer les inégalités et le dénuement économique comme principaux facteurs de conflit. Le dialogue social, qui doit favoriser la transition vers une économie à faible émission de carbone, est un autre exemple du rôle crucial que doivent jouer les syndicats pour faire face aux crises mondiales qui, si des mesures ne sont pas prises, menacent le tissu même des sociétés.

Le mouvement syndical doit, en outre, relever les défis de la nature changeante du monde du travail. Compte tenu de la prédominance des intérêts des entreprises sur la politique gouvernementale, les progrès technologiques, en termes tant d'applications techniques que d'énorme développement de l'accès à la technologie, risquent d'être utilisés pour aggraver les inégalités et l'insécurité. Cela n'est, toutefois, pas inévitable et le mouvement syndical doit être prêt à façonner le futur du travail de manière à ce qu'il bénéficie aux personnes au lieu d'avoir simplement une incidence sur le résultat net des entreprises. Un réinvestissement dans le plein emploi et le travail décent et la mise en œuvre de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale doivent être au cœur de cet effort.

Recommandations:

Le Conseil général:

- réaffirme l'engagement de la CSI au désarmement nucléaire mondial et sa campagne d'action en faveur du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Il exhorte toutes les organisations affiliées et les Organisations régionales à promouvoir la pétition qui sera présentée à l'ONU durant la Conférence d'examen du TNP en 2015;
- appelle tous les gouvernements à soutenir l'OMS en affectant des ressources pour gérer et endiguer l'épidémie du virus Ebola ainsi que pour relever d'autres défis en matière de santé à l'échelle mondiale;
- engage la CSI à favoriser des forums plurinationaux sur les risques émergents en 2015, en commençant par le Belarus, afin de faire entendre notre voix collective pour revendiquer la liberté syndicale et la démocratie, ainsi qu'un sommet mondial en 2016;
- approuve la coordination, en 2015, d'un important rapport, auquel contribueront les organisations affiliées, les Organisations régionales et d'autres, évaluant les risques mondiaux par rapport à la force tant de la liberté syndicale que d'autres droits démocratiques; et
- confirme que la CSI soutient l'Initiative sur les activités futures en vue du centenaire de l'OIT et engagera une concertation avec les organisations affiliées et les FSI en 2015 en vue de présenter une proposition d'intervention stratégique lors des délibérations de l'OIT dans la perspective de 2019.